

Guerre et stabilité économique en RDC : comment maintenir la croissance face aux défis sécuritaires ?

Evil and the comprehensive theological response

Manzongo Motukula Aimé¹

1 Chargé de recherche en Centre de recherche en sciences humaines.
aimémanzongo26@gmail.com

Résumé : La situation de guerre que traverse la RD. Congo entraîne des perturbations sur son économie et appelle le gouvernement à lever des mesures pour maintenir son cadre macroéconomique dans la stabilité face à l'augmentation des besoins en ressources financières pour finir la guerre. Cette étude se veut une proposition d'un train des mesures pour aider le gouvernement congolais à maintenir le cap durant cette période difficile. Car c'est dans les épreuves que les idées se profilent et permettent ainsi de trouver des solutions face aux défis existentiels d'une nation.

Summary: The war situation in the Republic of Congo (DRC) is disrupting its economy and calling on the government to take measures to maintain a stable macroeconomic framework, despite the financial resources required to win a war or defend itself. This research proposes a series of measures to help the Congolese government stay the course during the difficult ordeal of war. The ordeal nourishes thought and enables solutions to be found to a nation's existential challenges.

Mots clés : Guerre, croissance économique, stabilité, budget, sécurité, gouvernement.

0.1 Problématique de l'étude

Depuis près de trois décennies, la RD. Congo vit dans sa partie Est une succession des rebellions qui ne cessent de créer l'instabilité du pays et qui empêche son développement harmonieux. Aujourd'hui, avec la recrudescence du mouvement rebelle M23/AFC qui vient d'envahir la ville de Goma et celle de Bukavu ce, en complicité avec certains pays voisins, continue à perturber la paix dans ces endroits (Rapport ONU 2024). Cette situation impose un effort de guerre par l'achat de matériels et équipements militaires, de la formation des troupes et de leur entretien sur les fronts militaires tout en assurant le bon fonctionne-



Received: 15 june 2025

Accepted: 13 july 2025

Available online: 23 september 2025

ment du pays. Comme l'affirment Jean-François Dugazan et Pascal Lorot (2020), la guerre en RD. Congo a des impacts profonds et complexes sur la résilience économique du pays. En effet, les conflits armés, la violence et l'instabilité entravent son développement économique. Ceci implique la lucidité et une bonne lecture de la situation tel que suggéré par Mukulumanya Wa Ngaie (2022) dans son ouvrage « La guerre de l'Est » pour dégager les pistes de solution face aux défis de la guerre.

Cette situation exige un effort supplémentaire pour s'adapter à la hauteur des enjeux sécuritaires. La RD. Congo n'est pas le premier pays à avoir connu cette difficulté. Plusieurs nations se sont également confrontées à cette réalité. La gestion d'une guerre, comme l'affirme Karl Von CLAUSEWITZ (1831), se joue sur plusieurs fronts liés les uns des autres. La guerre se mène premièrement sur les fronts militaires où les stratégies de combat définissent les plans et les moyens à mobiliser pour vaincre et deuxièmement, sur le front économique qui développe les moyens pour répondre aux besoins de la guerre et enfin sur le front diplomatique pour négocier les résolutions de crise (Gerd Hardach 1976). L'effort de guerre consiste à assurer les moyens de combat et à maintenir le cadre macroéconomique qui constitue le socle du développement et de la stabilité des nations. Le maintien de ce cap permet de fixer et concentrer les esprits vers la situation de guerre.

Dans ce cas, la démarche consiste à tenir l'économie dans un fonctionnement prévisible qui évite des fluctuations des principaux indicateurs macroéconomiques. Ceci évoque la stabilité du cadre général de l'économie du pays garantissant les prévisions des opérateurs économiques. Il s'agit de maîtriser l'inflation, réduire le chômage, garantir la croissance économique et de consolider le système bancaire du pays pendant la guerre. Dès lors, demeure une interrogation pour chaque citoyen de savoir quelle contribution de guerre à fournir ensemble pour contrer les menaces de balkanisation du pays.

L'Etat étant le plus grand employeur du pays, doit assurer son fonctionnement normal dans le cadre de ses fonctions régaliennes et garantir ainsi au pays une bonne santé économique. Selon la théorie Keynésienne, les dépenses publiques peuvent être utilisées comme outil pour stimuler la croissance économique en particulier en période de récession (1936). En effet, le temps de guerre constitue une période particulière qui nécessite, le plus souvent, un effort supplémentaire de mobilisation dans tous les secteurs de la vie nationale et un engagement pour assurer une meilleure utilisation des ressources publiques. D'où la question de savoir dans quelle mesure la discipline budgétaire en RD. Congo peut-elle contribuer à maintenir la croissance économique en situation de guerre ?

C'est à cette question que notre réflexion tente d'apporter une réponse et s'engage à contribuer aux stratégies gouvernementales en matière économique et budgétaire face aux enjeux sécuritaires au cours de cette période.

0.2 Hypothèses de l'étude

Eu égard à la problématique évoquée, nous formulons notre hypothèse de la manière suivante :

- Les efforts du gouvernement dans la mobilisation des recettes publiques ont permis de dégager les ressources additionnelles pour assurer le fonctionnement de l'Etat et de répondre aux dépenses de la guerre en vue d'assurer la souveraineté du pays.
- La discipline budgétaire, le financement des projets de développement et la construction des infrastructures ont permis de maintenir la stabilité du cadre macroéconomique.

0.3 Contexte

La RD. Congo est un pays situé au cœur de l'Afrique avec une superficie de 2.345.409 Km² (Ministère du plan 2024) et est entouré de neuf pays voisins. Elle fait partie de plusieurs communautés sous régionales africaines notamment la SADC, la CEAC et tant d'autres. Son territoire est doté d'un potentiel minier

qui suscite la convoitise de plusieurs investisseurs occidentaux, asiatiques et africains. L'existence dans son sous-sol des minerais dits de transition énergétique pour l'émergence d'une industrie écologique, c.-à-d. respectueuse de l'environnement explique son importance dans le monde. Sa richesse, c'est aussi l'existence d'une démographie qui place le pays en troisième position des nations les plus peuplées de l'Afrique (fr.statistita.com2022), constituant ainsi un atout majeur pour son développement. La RD. Congo qui a obtenu son indépendance le 30 juin 1960, a connu plusieurs soubresauts dans son parcours marqué par des rébellions qui ont toujours perturbé et freiné son élan de développement.

En 1997, le régime de monsieur Joseph MOBUTU est vaincu par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre, en abrégé AFDL, sous le contrôle du Rwanda et de l'Ouganda qui portent des ambitions territoriales expansionnistes sur la partie Est de RD. Congo (wikipedia.org2024). La guerre dans ce pays a donné lieu à des négociations de paix qui ont occasionné l'infiltration de son appareil sécuritaire par des rwandais, et dont les effets néfastes sont encore palpables à ce jour. Les conséquences de différentes rébellions n'ont cessé de perturber l'élan économique du pays causant ainsi l'interruption ou le ralentissement de la production, la difficulté de percevoir convenablement l'impôt pour financer son développement et la fuite des investisseurs. Cette situation oblige l'Etat à augmenter ses dépenses militaires pour la stabilité au détriment de certains aspects sociaux susceptibles d'améliorer le vécu quotidien de la population. En 2023, la RD. Congo a enregistré la plus grande hausse mondiale des dépenses militaires jusqu'à atteindre un montant de 749 millions de dollars (Institut International de Recherche sur la Paix, 2024).

Sur le plan international, certains pays en conflit de guerre comme la Russie a fait preuve d'une résilience économique inattendue. Ce pays qui a subi des sanctions économiques de la part des occidentaux après son agression contre l'Ukraine, s'est résolu de réorienter son

économie vers son industrie de défense par un investissement important qui a permis d'accroître sa production nationale. Un effort de diversification des clients de son marché d'exportation du gaz et du pétrole a contribué à assurer la résilience de la nation. En 2023 et 2024, son PIB a augmenté respectivement de 3,6% et 3,8% supérieur à plusieurs pays de l'Europe occidentale, et de taux d'inflation en légère augmentation, même si certains experts restent pessimistes quant à la consolidation de ce progrès.

En Afrique, le pays comme le Soudan du Sud, confronté à la guerre suite aux conflits internes n'a pas, faute des mesures efficaces, assuré la résilience de son économie qui a connu en 2022 et 2023, une contraction de 0,4% de son PIB accompagné d'une forte inflation suite à l'absence d'une gestion budgétaire rigoureuse et faute des mesures économiques appropriées.

04. Approche méthodologique

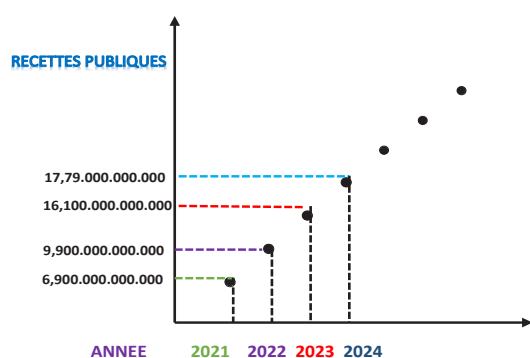
Pour bien appréhender la situation de la stabilité économique en RD. Congo au cours de la dernière agression dont est victime ce pays, nous recourrons à la méthode quantitative grâce aux données statistiques qui présentent la situation économique de la RD. Congo de 2022, année de la reprise de la guerre à l'Est, jusqu'à ce jour. Dans cette étude, nous proposons au gouvernement congolais les différents leviers à utiliser pour aider l'Etat à préserver la stabilité économique grâce à un cadre macroéconomique propre à améliorer la croissance. Il s'agit d'aider à la mobilisation des recettes publiques et à plus de rigueur dans l'utilisation de ces ressources. Pour y arriver, nous utilisons les techniques documentaires et les interviews pour tirer les données nécessaires à notre analyse. Dans le souci de faciliter une meilleure compréhension de cette étude, il nous paraît important de présenter le tableau économique de la RD. Congo.

0.4 Situation économique de la RD. Congo de 2022 à 2024

Le choix de cette période est motivé par le souci de présenter la situation économique du pays juste avant le début de la relance de la ré-

bellion du M23/AFC en 2022 jusqu'à ce jour. Cette situation se caractérise par une stabilité relative du cadre macroéconomique avec un accroissement du budget de l'Etat qui passe de 6,9 milliards de dollars en 2021 et à 9,9 milliards de dollars USD en 2022, à 16,1 milliards de dollars USD en 2023 et à 17,79 milliards de dollars USD en 2024. Un effort réel de mobilisation des recettes publiques a été réalisé pour permettre au pouvoir public de disposer les moyens de sa politique. La croissance économique, bien que variée, est restée positive durant toute la période sous étude dont 8,9% en 2022, 8,4% en 2023 et 6% en 2024 (Banque mondiale 2024), en dépit de la pauvreté observée au sein de la population. La Banque mondiale indique que 73% de la population vit dans une extrême pauvreté (Rapport 2023). Cette situation semble également s'expliquer par la mauvaise répartition du revenu national avec la classe politique qui s'octroie des revenus largement élevés par rapport aux autres catégories socio-professionnelles. Au cours de cette période, le Gouvernement congolais est demeuré en programme avec le Fonds Monétaire Internationale (FMI) et a atteint le point d'achèvement (Rapport FMI 2024).

Evolution de la mobilisation des recettes publiques



Source : Graphique établi par nous-même sur base des données obtenues auprès du Ministère du Budget de la RD.Congo

Commentaire : Ce graphique traduit l'effort du gouvernement dans la mobilisation des recettes publiques en vue de financer les politiques publiques de développement, d'assurer

le maintien du cadre macroéconomique et soutenir la croissance économique.

0.5 Stratégies de mobilisation de la nation congolaise

5.1 L'éveil du civisme Fiscal

Cette doctrine consiste à susciter le sentiment d'appartenance à la nation et à développer l'élan de solidarité entre citoyens en période difficile ou de crise. En effet, la guerre que mène la RD. Congo face à ses ennemis exige la mobilisation d'importantes ressources financière et matérielle pour répondre aux besoins sécuritaires. Il y a donc nécessité de promouvoir le civisme fiscal pendant cette période pour amener les congolais à contribuer efficacement à la mobilisation des ressources financières (Jean-Baptiste SAY 1803).

Il faut donc pendant cette période, sensibiliser le peuple en vue de le mobiliser à répondre à l'effort de guerre qui exige que chaque citoyen réponde à l'appel du pays.

En ce moment, la fraude ou le non-paiement de l'impôt devrait être considéré comme un acte de crime passible d'une correction rigoureuse par l'organe de la loi. Lors de son intervention à la conférence Makutano organisée à l'hôtel Sultani en 2019, le Président Félix Tshisekedi Tshilombo a indiqué que le commerce formel en RD. Congo est dominé à 80% par les expatriés qui contribuent en grande partie au paiement de l'impôt (Télévision nationale 2019). Il faut donc promouvoir la contribution des congolais dans l'effort de développement du pays en ramenant davantage les 20% restant et ceux qui sont dans l'informel à mieux participer à ce devoir citoyen.

En effet, la plus grande partie des opérateurs économiques congolais évoluent dans l'informel où il est difficile de percevoir correctement leur impôt. Il faut donc une mobilisation conséquente pour criminaliser le non versement de cette contribution particulièrement en cette période de guerre. L'évasion fiscale constitue dès lors un casus belli pour le Gouvernement Congolais et un engagement pour une couverture fiscale plus efficace. Au cours d'un récent

contrôle effectué par l'Inspection Générale des Finances auprès de la Direction Générale de l'Impôt et des banques commerciales en RD. Congo, il a été prouvé que plus de 11.038 entreprises déclarées en faillite, continuent à fonctionner en échappant à leurs obligations fiscales (IGF 2025). Le résultat de ce contrôle permet de saisir l'étendue des ressources qui échappent au Trésor public et appelle l'Etat à conjuguer ses efforts pour une meilleure mobilisation de ses recettes. Il faut donc d'une part promouvoir le civisme fiscal et d'autre part sanctionner sévèrement les fraudes.

5.2 La Contribution Citoyenne

Elle implique un engagement des citoyens dans les actions visant à améliorer le niveau de vie dans leur communauté ou société sans nécessairement obtenir une contrepartie. Celle-ci constitue un appel que le pays lance à ses citoyens pour contribuer matériellement au développement du pays en ce temps particulier de la guerre. (John DEWEY 1927).

Cette contribution se fait volontairement en fonction des capacités et du revenu d'un chacun. Il faut un effort de conscientisation du citoyen congolais pour soutenir son pays pendant ce temps difficile où certains voisins de la RD. Congo cherchent à balkaniser le pays. L'action de mobilisation place le citoyen devant ses responsabilités. Si à l'époque de la colonisation belge, l'effort de guerre a été imposé aux citoyens, aujourd'hui, c'est par la sensibilisation que le congolais doit être responsabilisé. Ceci exige un travail de communication pour mobiliser les citoyens. Cette conscientisation ne serait efficace aux yeux du contribuable qu'avec une bonne utilisation de l'impôt collecté.

Dans le souci d'améliorer les finances publiques, une implication des institutions caritatives et organisations non gouvernement peuvent également contribuer à la récolte des contributions des citoyens à l'instar de l'Ukraine où plusieurs de ces entités ont contribué à la collecte de l'effort de guerre. En effet, plusieurs organisations gouvernementales et fondations Ukrainiennes comme SE-

RHIY PRITULA ont mobilisé 34 millions de dollars américains auprès du public. En 2023, trois grosses fondations ukrainiennes ont récolté environ 430 millions d'euros, ces actions peuvent servir de modèle à la RD. Congo.

Dans le cadre de renforcement de cette démarche, l'impôt pour les plus riches peut être appliqué en vue de mobiliser davantage des ressources, à l'instar des Etats-Unis lors de la deuxième guerre mondiale (Poe 2025).

5.3 Réduction du train de vie des institutions de l'Etat

Depuis plusieurs mois, le gouvernement de la République a été interpellé pour réduire le train de vie des institutions de manière à dégager de fonds à affecter à la guerre et au paiement de certaines catégories professionnelles de l'Etat qui demeurent sous payées, alors que les animateurs des institutions sont excessivement rémunérés et dotés d'importants frais de fonctionnement. Le doublement de solde des militaires et policiers au mois de mars dernier en constitue un exemple (Télévision Nationale 2025). A ce jour, sur un budget de 16 milliards de dollars, le fonctionnement des institutions prend plus de 67% dont 33% sont consacrés à l'Administration (Radiookapi.net 2024). Ces proportions démontrent à suffisance qu'un effort de rationalité peut aider à une meilleure utilisation et répartition des ressources de la RD. Congo. C'est dans ce cadre qu'il importe de réduire les missions effectuées à l'étranger et leur durée pour ne retenir que celles réellement utiles. Aussi, l'Etat peut assainir davantage le système des exonérations accordées à certaines institutions. Les subventions généralisées de certains produits comme le carburant occasionnent de manque à gagner à l'Etat. Le dernier exemple est celui de la baisse de 500FC du prix du litre à la pompe, intervenue au mois d'octobre 2024 (Ministère de l'économie 2024) qui n'a pas réellement bénéficié aux consommateurs finals, mais plutôt aux propriétaires de moyens de transport qui ont, au contraire, augmenté le tarif du transport en commun. Dans ce cas, l'Etat a même subventionné les personnes qui ne seraient pas éligibles à cette faveur.

5.4 La discipline budgétaire

Elle consiste à demeurer dans le respect des prévisions arrêtées dans le cadre de la Loi financière et de ne pas recourir, sauf exception, au financement monétaire non couvert par la richesse et source d'inflation. Cette pratique permet à l'Etat de vivre juste en fonction de ses moyens et de préserver le cadre macro-économique. C'est dans ce cadre que le gouvernement congolais a signé en 2021 avec le Fonds Monétaire International (FMI) un programme de trois (3) ans dans lequel il était engagé à assurer ses dépenses juste en fonction de ses recettes en contrepartie de facilité de crédit. Pour ce faire, il faut d'un côté améliorer les recettes publiques en activant le mécanisme que nous venons de proposer et d'autre part d'encourager la qualité des dépenses publiques qui touchent réellement à l'intérêt public.

Il sied de noter que malgré la reprise de la guerre de l'Est en 2022 par l'occupation de Bunangana et plus tard des autres villes, le Gouvernement de la République a maintenu la stabilité du cadre macro-économique en préservant un taux de croissance positif tout au long de la période de notre étude. La présentation de la situation économique reprise au début de notre travail indique le maintien de la croissance malgré les conséquences de la guerre.

5.5 Relance de l'agriculture

Elle doit être l'expression de la volonté politique du Gouvernement de la RD. Congo de lancer les actions pour promouvoir son agriculture en vue de sortir le pays de la dépendance extérieure qui entame sa souveraineté alimentaire (Desco.com 2024). A ce jour, la RD. Congo particulièrement dans les grandes villes, importe l'essentiel de sa nourriture.

La période de guerre que traverse ce pays appelle à une mobilisation de forces vives de la nation, en vue d'assurer la relance de l'agriculture et de combattre la faim en RD. Congo où la majeure partie de la population est dans une situation de pauvreté extrême. Il est regrettable de constater que certains projets pi-

lotes comme Bukangalonzo dans la province du Kwango conçu pour servir de grenier à la ville de Kinshasa n'a pas réellement démarré suite au détournement de fonds dont le montant s'élève à 232.163.936,97 dollars américains (ministère du plan 200-24), devait servir de modèle aux autres provinces. Il faut donc rapidement corriger les erreurs pour la relance dudit projet à travers l'ensemble du pays.

A côté de cette expérience, il y a lieu de souligner les efforts du Service National qui ne cesse de démontrer ses capacités à travers ses centres de productions dont Kanyama Kaseke, son principal lieu de production. Nous encourageons le Gouvernement congolais à multiplier cette expérience à travers tout le pays.

Aussi, un meilleur encadrement des paysans par de conseils et la distribution à ces derniers des semences améliorées plus résilientes face au changement climatique, s'avère indispensable. C'est une manière d'aider rapidement le pays à réduire ses importations pour économiser les réserves en devises et de les affecter au financement des autres secteurs de développement. C'est une réelle nécessité d'engager une guerre susceptible de garantir la souveraineté alimentaire du pays. Ces efforts seront conjugués pour réduire sensiblement dans un ou deux ans le montant annuel de 3 milliards de dollars d'importation des produits agro-industriels selon le ministre Julien Paluku, alors ministre à l'Industrie, lors d'un briefing gouvernemental (Télévision nationale 2024).

En effet, bien que déclarée priorité de priorité, l'agriculture en RD. Congo demeure sous financée et sa part dans le budget national demeure encore faible pour prétendre financer la production de produits alimentaires du pays.

Conclusion

La guerre dans un pays demeure un moment de perturbation de la paix et de la désorganisation de son système économique. La RD. Congo a connu au cours de ces trois dernières années une rébellion à l'Est de son territoire. Devant les défis sécuritaires, le Gouvernement congolais s'est engagé dans une lutte pour préserver la

stabilité de son cadre macroéconomique tout en mobilisant les moyens nécessaires à l'armée pour la défense du territoire et de sa souveraineté nationale. C'est ainsi que durant ces trois années, l'économie du pays est restée stable grâce aux efforts effectués pour maximiser les finances publiques qui ont évolué positivement avec un accroissement qui passe de 6,9 millions en 2021 à 17,79 millions en 2024. Cette augmentation a permis aujourd'hui plus qu'hier de financer plus efficacement les actions du Gouvernement dans la réalisation de ses politiques de développement et répondre aux dépenses de souveraineté, confirmant ainsi notre première hypothèse.

L'application d'une discipline budgétaire rigoureuse renforcée avec le concours et la surveillance des partenaires extérieurs ont permis, en dépit de certaines difficultés, de maintenir la stabilité du cadre macroéconomique du pays permettant ainsi le bon déroulement des activités dans les milieux d'affaires, confirmant ainsi notre seconde hypothèse.

Dans le souci d'améliorer la vie économique en RD. Congo, nous avons suggéré quelques stratégies pour renforcer les finances publiques et consolider les perspectives d'avenir.

Références bibliographiques

1. DUGAZAN J.F et LOROT. P., *Guerre et Economie*, éd. Ellipse, Paris, 2003.
2. HARDACH. G., *War and the Economy*, éd. University of California Press 1977.
3. ONANA. C., *Holocauste au Congo: L'Omerta de la communauté internationale*, éd. Artilleur, Paris, 2023.
4. MUKULUMANYA WA NGATE, *La Guerre de l'Est: enjeux, vérités oubliées et perspectives de paix*, éd. Kaseti le lièvre, Paris, 1997.
5. RICHEMOND. A., *La résilience économique*, éd. Eyrolles, Paris 2003.
6. SUN TZU, *L'Art de la Guerre*, éd. Flammarion, Paris 1972.
7. TSHIKALA BIAYA, *Diamant sanglant et économie de guerres civiles in Afrique*, in *Congo-Afrique* n° 360, Décembre 2001.